

Le président colombien rejette la criminalisation de la diaspora vénézuélienne



Gustavo Petro

La Havane, 21 avril, (RHC)- Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a rejeté dimanche la criminalisation de la diaspora vénézuélienne et a demandé à son homologue du Salvador, Nayib Bukele, de libérer les migrants détenus dans les prisons de son pays.

Selon le compte du président sur le réseau social X, aucun démocrate latino-américain ne peut accepter comme principe d'une République que, à cause des crimes du gang appelé

Train d'Aragua, tous les Vénézuéliens soient criminalisés en dehors de leur nation.

Il a souligné qu'un tel comportement est une répétition des actions des fascistes contre lesquels les soldats étasuniens se sont battus jusqu'à la mort.

La déclaration du chef d'État fait suite à la décision de la Cour suprême des États-Unis de suspendre jusqu'à nouvel ordre l'expulsion des Vénézuéliens détenus dans le nord du Texas, en réponse aux recours déposés par une organisation qui affirme que le gouvernement de Donald Trump cherche à envoyer davantage de migrants au Salvador. Dans son message, le dirigeant sud-américain a ouvertement désavoué la position du président salvadorien.

"Non, Monsieur Bukele, c'est très mauvais. Nous n'acceptons pas, et la justice nord-américaine n'accepte pas, que les enfants du Venezuela, la patrie de Bolivar, soient criminalisés", a-t-il écrit.

"Remettez-nous les Colombiens que vous avez dans vos prisons. Laissez le peuple vénézuélien en liberté, car il sait crier la liberté. Les migrants ne sont pas des criminels, c'est une raison d'être de l'humanité", a écrit le président Gustavo Petro.

Le 15 mars, l'administration Trump a envoyé plus de 200 migrants vénézuéliens dans une prison de haute sécurité au Salvador pour appartenance présumée à des gangs criminels. (Source: Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/381268-le-president-colombien-rejette-la-criminalisation-de-la-diaspora-venezuelienne>



Radio Habana Cuba